

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/287

9 juillet 2001

(01-3405)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

Réponses de la Côte d'Ivoire aux questions posées par le Canada et la Suisse

Par une communication de sa Mission permanente datée du 14 juin 2001, la Côte d'Ivoire a fait parvenir au Secrétariat les réponses suivantes aux questions posées par le Canada et la Suisse comme distribuées dans les documents IP/C/W/261 et 263, respectivement, ainsi qu'un rapport sur l'état d'avancement du processus de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC en Côte d'Ivoire.

CANADA

1. *Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC) ont été exécutées.*

L'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999 prévoit des dispositions permettant de respecter les droits de propriété intellectuelle, conformément aux articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC. Ces questions ont été développées dans le rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, qui figure en annexe. Les projets de loi évoqués aux paragraphes 1.2.a et 1.2.b. de ce même rapport viennent renforcer les dispositions de l'Accord de Bangui. A titre d'illustration, le Titre III de la loi du projet de loi portant sur la protection des œuvres de l'esprit consacrés aux procédures et sanctions prévoit:

La saisie-contrefaçon (article 90)

A la requête de tout titulaire de droits, de ses ayants droit, ou de ses mandataires, les objets d'atteintes aux droits peuvent être saisis. Cette mesure est susceptible de recours en vue d'une mainlevée (articles 91-92).

La saisie-description (article 93)

A la requête des intéressés visés plus haut, il peut être procédé par un ou plusieurs experts désignés par le tribunal, à la description des objets prétendus contrefaisants ou des faits de la contrefaçon et du matériel qui ont servi à les accomplir.

La rétention en douane (article 94)

Sans préjudice des dispositions pertinentes du code des douanes, lorsque le titulaire des droits a des indices sérieux permettant de soupçonner l'importation ou l'exportation imminentes de - marchandises dont la mise en circulation contrevient à la loi, il peut demander par écrit à l'administration des douanes d'en suspendre la mise en circulation.

Mesures coercitives

La loi précise, les infractions et fixe les sanctions. Ainsi, sont précisés, le délit de contrefaçon (article 96), l'infraction d'apposition ou de suppression frauduleuses, de signes (article 96), l'infraction d'abus de moyens techniques (article 97), etc., et exposées les peines qu'encourent ceux qui s'en rendent coupables.

Mesures techniques

Aux dispositions conditionnant l'utilisation d'appareils ne comportant pas de dispositif anticopie, ou d'appareil ayant pour objet de rendre inopérant tout moyen de protection contre la copie ou la régulation de copie (article 175), sont venues s'ajouter des prescriptions relatives aux dispositifs techniques contre la piraterie (article 76).

2. *Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux "œuvres étrangères"?*

Les œuvres des ressortissants étrangers publiées pour la première fois en Côte d'Ivoire bénéficient de la même protection que les œuvres des ressortissants ivoiriens (article 3.2).

Sous réserve des conventions internationales auxquelles la Côte d'Ivoire est partie (Convention de Berne et Accord sur les ADPIC notamment), les œuvres des ressortissants étrangers qui n'ont pas été publiées pour la première fois en Côte d'Ivoire sont protégées sous la condition que le pays du titulaire accorde une protection équivalente aux œuvres des ressortissants ivoiriens (article 2 alinéa 3).

SUISSE

A. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

1. *Veuillez indiquer de manière détaillée comment votre législation pourvoit à la protection des indications géographiques.*

La protection des indications géographiques est assurée par l'annexe VI de l'Accord de Bangui du 24 février 1999.

Conditions de la protection

Les indications géographiques sont protégées si elles ont été enregistrées par l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) ou si un effet d'enregistrement résulte d'une convention internationale à laquelle les États membres sont parties.

Les indications géographiques étrangères aux territoires des États membres de l'Organisation ne peuvent être enregistrées par celle-ci que si cela est prévu par une convention internationale à laquelle les États membres sont parties ou par la loi d'application d'une telle convention.

Sont exclues de la protection les indications géographiques:

- qui ne sont pas conformes à la définition donnée par l'Accord de Bangui;

- qui sont contraires aux bonnes moeurs ou à l'ordre public ou qui sont susceptibles de tromper le public sur la nature, la provenance, la mode de fabrication, les caractéristiques ou l'aptitude à l'emploi des produits considérés;
- qui ne sont pas protégées dans leur pays d'origine ou qui ont cessés d'être ou qui sont tombés en désuétude dans ce pays.

Procédure d'enregistrement

La demande d'enregistrement d'une indication géographique peut être effectuée par les personnes morales ou physiques, qui pour des produits indiqués dans la demande, exercent une activité de producteur dans la région géographique indiquée dans la demande, ainsi que les groupes de telles personnes, les groupes de consommateurs et toute autorité compétente.

Pour toute demande d'enregistrement d'une indication géographique, l'Organisation examine si le déposant a qualité pour demander l'enregistrement ou si la demande comporte les indications requises concernant les exclusions à la protection et toutes les pour la indications exigées pour la demande. Elle enregistre la demande, s'il n'y a pas d'irrégularité, publie l'enregistrement et délivre au titulaire de l'enregistrement, un certificat.

Seuls les producteurs exerçant leurs activités dans l'aire géographique indiquée au registre ont le droit d'utiliser à des fins commerciales, pour les produits indiqués au registre, l'indication géographique enregistrée, pour autant que ces produits aient les qualités, caractéristiques essentielles indiquées des registres.

Toutefois, lorsque les produits ont été mis en circulation dans les conditions définies ci-dessus sous une indication géographique enregistrée, toute personne a le droit d'utiliser l'indication géographique pour ces produits.

En dehors des dispositions d'utilisation prévues ci-dessus, est illicite, toute utilisation à des fins commerciales, pour les produits indiqués au registre ou pour des produits similaires, de l'indication géographique enregistrée ou d'une dénomination similaire, même si l'origine véritable du produit est indiquée, ou si l'indication géographique est employée en traduction, ou accompagnée d'expressions telles "genre", "type", "façon", "imitation" ou expressions similaires.

B. BREVETS

2. *Toutes les catégories de produits font-elles l'objet d'une protection par brevet en vertu de votre législation ou y a-t-il des exceptions? Dans le second cas, veuillez indiquer de manière détaillée quels sont les différents types d'exceptions et en quoi ils sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.*

La législation ivoirienne n'accorde pas de brevets pour toutes les catégories de produits. L'article 6 de l'Accord de Bangui traite des exceptions dont la liste suit:

- l'invention dont l'exploitation est contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, étant entendu que l'exploitation de ladite invention n'est pas considérée comme contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs du seul fait que cette exploitation est interdite par une disposition légale ou réglementaire;
- les découvertes, les méthodes scientifiques et les méthodes mathématiques;

- l'invention qui a pour objet des variétés végétales, races animales, procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux autres que procédés microbiologiques et produits obtenus par ces procédés;
- les plans, principes ou méthodes en vue de faire des affaires, de réaliser des actions purement intellectuelles ou de jouer;
- les méthodes de traitement du corps humain ou animal par la chirurgie ou la thérapie ainsi que les méthodes de diagnostic;
- les simples présentations d'informations;
- les programmes d'ordinateurs
- les créations de caractère exclusivement ornemental;
- les œuvres littéraires, architecturales et artistiques ou toute autre création esthétique.

Ces exceptions à la brevetabilité prévue par notre loi sont conformes à celles prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

3. *Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation" d'un brevet (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires si le produit est importé)?*

L'alinéa 3 de l'article 7 de l'annexe I de l'Accord de Bangui prévoit que l'exploitation d'un brevet de produit peut consister simplement dans l'importation de ce produit sur le territoire.

Une telle disposition écarte toute tentative de licence obligatoire qui pourrait être imposée au titulaire qui n'exploite pas effectivement son brevet mais qui le ferait par le biais des importation de produits objets du brevet.

4. *Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez en indiquer les dispositions pertinentes.*

La législation ivoirienne soumet la concession de licences obligatoires aux conditions prescrites par l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Les conditions de la concession des licences obligatoires sont les suivantes:

a) Licences non volontaires pour défaut d'exploitation

Sur requête de quiconque, présenté après expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet ou de trois ans à compter de la date de la délivrance du brevet, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué, une licence non volontaire peut être accordée si l'une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies :

- l'invention n'est pas exploitée sur le territoire de l'un des États membres au moment où la requête est présentée;
- l'exploitation sur le territoire susvisé, de l'invention brevetée ne satisfait pas à des conditions raisonnables de la demande du produit protégé;

- en raison du refus du titulaire du brevet d'accorder des licences à des conditions et modalités commerciales raisonnables, l'établissement ou le développement d'activités industrielles ou commerciales sur le territoire susvisé, subissent injustement et substantiellement un préjudice. Toutefois une licence non volontaire ne peut être accordée si le titulaire du brevet justifie les excuses légitimes du défaut d'exploitation.

b) Licence non volontaire pour brevet de dépendance

Pour les brevets de dépendance dont l'exploitation porte atteinte aux droits attachés d'un brevet antérieur dont le titulaire refuse l'autorisation d'utilisation à des conditions et modalités commerciales raisonnables, le titulaire du brevet ultérieur peut obtenir du tribunal une licence non volontaire aux conditions déjà énumérées ci-dessus ainsi que conditions additionnelles suivantes:

- l'invention revendiquée dans le brevet ultérieur représente un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable par rapport à l'invention revendiquée dans le brevet antérieur;
- le titulaire du brevet antérieur a droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser l'invention revendiquée dans le brevet ultérieur;

L'utilisation autorisée en rapport avec le brevet antérieur est incessible sauf si ce brevet ultérieur est également cédé.

5. *Le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé est-il inscrit dans votre législation? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes en la matière.*

L'article 66 de l'annexe I de l'Accord de Bangui traite de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevet de procédé. Cet article stipule que si l'objet du brevet est un procédé d'obtention d'un produit, les autorités judiciaires sont habilités à ordonner au défendeur de prouver que le procédé utilisé pour obtenir un produit identique est différent du procédé breveté dans des situations ci-après

- le produit obtenu par le procédé est nouveau;
- la probabilité est grande que le produit identique a été obtenu par le procédé et le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a été en fait utilisé.

C. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

6. *Veuillez indiquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour son propre produit. Votre législation prévoit-elle des exceptions en la matière? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables? Votre législation prévoit-elle une période déterminée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le premier déposant?*

La protection des renseignements non divulgués s'opère à travers l'annexe VIII de l'Accord de Bangui du 24 février 1999 en son article 6. En effet, l'article 6 de cet annexe traite de la concurrence déloyale portant sur l'information confidentielle.

L'information est considérée comme confidentielle lorsque:

- elle n'est pas dans sa globalité ou dans la configuration et l'assemblage exact de ses éléments, généralement connue des personnes appartenant aux milieux qui s'occupent normalement du type d'information en question ou ne leur est pas aisément accessible;
- elle a une valeur commerciale parce qu'elle est confidentielle; et
- elle a fait l'objet, de, la part de son obtenteur légitime, de dispositions raisonnables, compte tenu des circonstances, pour la garder confidentielle;

Est considéré comme un acte de concurrence déloyale, tout acte ou pratique qui, dans l'exercice d'activités industrielles ou commerciales, constitue ou entraîne:

- l'exploitation déloyale dans le commerce de données confidentielles résultant d'essais ou d'autres données confidentielles, dont l'établissement nécessite un effort considérable et qui ont été communiqués à une autorité compétente aux fins de l'obtention de l'autorisation de commercialiser des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture comportant des entités chimiques nouvelles, ou la divulgation de telles données, sauf si elle est nécessaire pour le public, à moins que des mesures ne soient prises pour garantir la protection des données contre l'exploitation déloyale dans le commerce.

La législation ne prévoit pas une période déterminée de protection.

D. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

7. *Veillez indiquer les mesures correctives prévues par votre législation qui permettent de prévenir efficacement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.*

L'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999 prévoit des dispositions permettant de respecter les droits de propriété intellectuelle, conformément aux articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC. Ces questions ont été développées dans le rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, qui figure en annexe. Les projets de loi évoqués aux paragraphes 1.2.a et 1.2.b de ce même rapport viennent renforcer les dispositions de l'Accord de Bangui. A titre d'illustration, le Titre III de la loi du projet de loi portant sur la protection des œuvres de l'esprit consacrés aux procédures et sanctions prévoit:

La saisie-contrefaçon (article 90)

A la requête de tout titulaire de droits, de ses ayants droit, ou de ses mandataires, les objets d'atteintes aux droits peuvent être saisis. Cette mesure est susceptible de recours en vue d'une mainlevée (articles 91-92).

La saisie-description (article 93)

A la requête des intéressés visés plus haut, il peut être procédé par un ou plusieurs experts désignés par le tribunal, à la description des objets prétendus contrefaisants ou des faits de la contrefaçon et du matériel qui ont servi à les accomplir.

La rétention en douane (article 94)

Sans préjudice des dispositions pertinentes du code des douanes, lorsque le titulaire des droits a des indices sérieux permettant de soupçonner l'importation ou l'exportation imminentes de marchandises dont la mise en circulation contrevient à la loi, il peut demander par écrit à l'administration des douanes d'en suspendre la mise en circulation.

Mesures coercitives

La loi précise, les infractions et fixe les sanctions. Ainsi, sont précisés, le délit de contrefaçon (article 96), l'infraction d'apposition ou de suppression frauduleuses, de signes (article 96), l'infraction d'abus de moyens techniques (article 97), etc., et exposées les peines qu'encourent ceux qui s'en rendent coupables.

Mesures techniques

Aux dispositions conditionnant l'utilisation d'appareils ne comportant pas de dispositif anticopie, ou d'appareil ayant pour objet de rendre inopérant tout moyen de protection contre la copie ou la régulation de copie (article 175), sont venues s'ajouter des prescriptions relatives aux dispositifs techniques contre la piraterie (article 76).

8. *Veuillez décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle dans votre pays, notamment au plan pénal.*

Les nouvelles dispositions pour renforcer les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle se rapportent aux projets de loi sur les mesures aux frontières et à la protection des œuvres de l'esprit tels que présentés aux paragraphes 1.2.a. et 1.2.b du rapport qui figure en annexe.

ANNEXE

Rapport sur l'état de l'avancement du processus de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC en Côte d'Ivoire

Introduction

L'entrée en vigueur en 1994 de l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a engagé les pays membres de cette organisation dans un processus général de réforme de leur législation en matière de protection des droits de propriété intellectuelle. Une période transitoire plus ou moins importante, selon le niveau de développement, a ainsi été accordée aux différents États afin d'harmoniser leur législation avec l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (l'Accord sur les ADPIC). Au regard de cette période transitoire l'Accord sur les ADPIC est opposable à notre pays depuis le premier janvier 2000. Soucieuse du respect des engagements pris au niveau international, la Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays de l'OMC, a entrepris de profondes restructurations pour la mise en conformité de sa législation en matière de propriété intellectuelle aux normes edictées par l'Accord sur les ADPIC.

1. Cadre légal et réglementaire

Il importe de rappeler la Côte d'Ivoire est partie à l'essentiel des traités internationaux en matière de propriété intellectuelle. Ainsi, la Côte d'Ivoire est partie :

- à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 telle que révisée à Stockholm en 1967;
- à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de 1886 telle que révisée à Paris en 1979;
- à l'Arrangement de la Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels de 1925 tel que révisé et complété à Stockholm en 1967;
- au traité de coopération en matière de brevet (PCT);
- à la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI);
- à l'Accord portant révision de l'Accord de Bangui du 2 mars 1977 instituant une Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle.

L'Accord instituant l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) constitue le texte de base de la protection de la propriété intellectuelle dans l'espace OAPI, composé de 16 États, dont la Côte d'Ivoire. Les nouvelles normes de protection des droits de propriété intellectuelle consignées dans l'Accord sur les ADPIC ont amené les États membres revoir leur loi fondamentale à savoir l'Accord de Bangui du 2 mars 1977. L'Accord révisé a été signé à Bangui le 24 février 1999, dotant ainsi les États de l'OAPI d'un nouveau texte les mettant ainsi en phase avec l'Accord sur les ADPIC. Mais l'existence de ce nouvel instrument communautaire ne soustrait aucun des pays membres de l'obligation de prendre des dispositions pertinentes au niveau national.

L'appréciation du cadre législatif et réglementaire de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC peut être examiné au niveau du contenu de l'Accord de Bangui révisé, c'est-à-dire au niveau communautaire, mais aussi au niveau des dispositions nationales pertinentes.

1.1 Au niveau communautaire

Il y a lieu d'indiquer que les dispositions de fond de la Convention de Paris et de celle de Berne reprises dans l'Accord sur les ADPIC par renvoi étaient déjà consignées dans l'ancien Accord de Bangui du 2 mars 1977. Cet acquis a été conservé permettant de respecter les exigences ci-dessous:

- appartenance des Etats membres à l'Union de Paris et à celle de Berne;
- traitement national des ressortissants des membres de ces Unions;
- bénéfice du droit de priorité;
- indépendance de la protection conférée dans différents pays
- délai de grâce dans la procédure;
- droit à la restauration;
- interdiction de l'enregistrement comme marque, des emblèmes d'États et d'organisations internationales et les signes officiels de contrôle;
- protection des marques notoirement reconnues;
- création d'un office de propriété industrielle;
- détermination des œuvres littéraires et artistiques protégées et limitation des droits patrimoniaux;
- critères pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

A ces acquis il faut ajouter les innovations qui ont été apportées au regard de l'Accord sur les ADPIC. Au nombre de ces innovations on peut noter:

- la suppression du contrôle des contrats de licence;
- l'insertion des dispositions relatives à la protection des droits voisins aux droits d'auteurs;
- l'élargissement des objets protégés aux schémas de configuration (topographie) des circuits intégrés et aux obtentions végétales;
- l'insertion de dispositions relatives à la protection contre la concurrence déloyale, qui prennent en compte la protection de l'information confidentielle;
- prise en compte de la clause de la nation la plus favorisée;
- la protection des programmes d'ordinateur et compilation des données;
- la suppression de la déchéance d'office pour faute d'exploitation;

- l'instauration d'un droit de location en matière de droit d'auteur et de droits voisins.

S'agissant des moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, le régime de répression des atteintes aux droits de propriété intellectuelle dans les territoires OAPI a été renforcé par l'accord de Bangui révisé. Ainsi, le nouvel Accord définit un nombre important d'infractions. Ce sont :

- la contrefaçon;
- l'utilisation illicite d'une indication géographique;
- l'utilisation illicite d'un nom commercial;
- la création de la confusion avec l'entreprise d'autrui ou ses activités;
- l'atteinte à l'image ou à la réputation d'autrui;
- la tromperie à l'égard du public;
- la divulgation de l'information confidentielle;
- l'usurpation.

Il introduit également la notion de récidive.

Une variété de sanctions est prévue pour toutes ces atteintes; ce sont:

- l'emprisonnement;
- les amendes: le quantum des amendes a été multiplié par 20 par rapport à l'ancien Accord de Bangui;
- les dommages-intérêts;
- la confiscation ou destruction d'objets reconnus contrefaisants;
- la destruction des instruments et ustensiles destinés spécialement à commettre la contrefaçon;
- la publicité du jugement;
- la privation du droit d'éligibilité au niveau des groupements professionnels (chambres d'industrie, de commerce et d'agriculture).

En ce qui concerne les procédures, civiles et administratives, des dispositions ont été prévues pour les rendre loyales, efficaces, équitables et rapides tels que les référés, les ordonnances sur requêtes et les saisies contrefaçon. Toutes ces procédures impliquent les huissiers, les officiers publics ou ministériels y compris les douaniers.

L'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999 a été signé par l'ensemble des 16 États membres de l'Organisation. Pour qu'il entre en vigueur, il faut que deux tiers des membres le ratifient. A ce jour 11 États sur les 16 l'ont ratifié permettant ainsi aux États membres d'être dotés d'un nouveau texte national dans le domaine de la propriété intellectuelle qui respecte les exigences de l'Accord sur les

ADPIC. Compte tenu des procédures administratives, ce nouvel Accord entrera en vigueur d'ici la fin de l'année 2001.

1.2 Au niveau national

Au niveau national des dispositions sont prises pour permettre à la Côte d'Ivoire de respecter les engagements pris au niveau de l'OMC. Au nombre de celles-ci on peut citer l'élaboration des textes ci-dessous:

- Projet de lois portant protection des droits de propriété intellectuelle aux frontières;
- Projet de loi portant protection des œuvres de l'esprit;
- Projet de décret portant application de l'Accord de Bangui du 24 février 1999, en ce qui concerne l'administration de la propriété industrielle.

1.2.a) Projet de loi portant protection de la propriété intellectuelle aux frontières

La loi portant protection des droits de propriété intellectuelle aux frontières a été élaborée pour répondre aux préoccupations de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les prescriptions spéciales aux frontières. Cette loi énonce d'entrée le principe de la prohibition de l'importation et de l'exportation de marchandises de contrefaçon. Elle fait des services de douanes, un maillon essentiel dans la lutte contre la contrefaçon et la piraterie notamment aux frontières. Elle lui confère des prérogatives lui permettant de mener les actions ci-dessous :

- Recevoir et examiner des requêtes visant à la suspension de dédouanement de marchandises supposées de contrefaçon ou de piraterie tant à l'importation qu'à l'exportation;
- Suspendre le dédouanement des marchandises de contrefaçon;
- Autoriser le détenteur d'un droit à examiner les marchandises dont le dédouanement a été suspendu afin d'établir que celles-ci sont ou non des marchandises de contrefaçon;
- Empêcher que soient mises dans le circuit commercial des marchandises de contrefaçon détectées;

Le projet de loi prévoit enfin au titre de la répression que si les marchandises de contrefaçon sont jugées passibles de confiscation par le juge, la Douane doit procéder à leur destruction.

1.2.b) Projet de loi portant protection des œuvres de l'esprit

Cette loi conserve les acquis de la loi 96-564 du 25 juillet 1996 relative à la protection des œuvres de l'esprit et aux droits des auteurs, des artistes interprètes et des producteurs de phonogrammes et vidéogrammes. De nouveaux éléments y ont été apportés en vue de la conformer à l'Accord sur les ADPIC. Ces innovations portent sur:

- l'introduction des droits de location;
- la protection des bases de données;
- la protection des programmes d'ordinateurs;

- le renforcement des procédures et sanctions contre la violation des droits;
- les dispositifs techniques contre la piraterie;
- le droit de nantissement.

1.2.c) Projet de décret portant application de l'Accord de Bangui du 24 février 1999 en ce qui concerne l'administration de la propriété industrielle

Ce projet de décret transfère les compétences du greffier du Tribunal à l'Office Ivoirien de la Propriété Industrielle en ce qui concerne les formalités de dépôt des demandes de titre de propriété industrielle, conformément au nouvel Accord de Bangui. Il donne également pouvoir à l'OIPI de requérir les forces de police pour poursuivre toute atteinte à un droit de propriété industrielle.

Tous les projets de textes énumérés sont prêts et le Gouvernement en a été saisi.

2. Aspect de préparation pratique

Afin d'être au rendez-vous de leurs engagements, les autorités ivoiriennes ont mis en place une organisation pratique.

2.1 Comité National Institutionnel de suivi des Accords de l'OMC

Pour suivre au mieux les différents accords passés par notre pays dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), il a été mis en place un Comité National Institutionnel de suivi des Accords de l'OMC. C'est à travers ce comité que se prépare la mise en œuvre de ces différents accords. Il comprend quatre sous-comités, composés d'experts nationaux chargés chacun en ce qui le concerne d'œuvrer pour le respect de la mise en œuvre de l'aspect des accords OMC, relevant de son domaine de compétence.

L'Office Ivoirien de la Propriété Industrielle (OIPI) assure la présidence du sous-comité chargé de la propriété intellectuelle. Les travaux de ce sous-comité s'effectuent dans le cadre du Groupe de Travail pour le Suivi de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. Ce Groupe de travail est composé des représentants de l'Office Ivoirien de la Propriété Industrielle, de la Police Économique, de la Douane, de la Direction de la Culture, de la Direction des Productions Végétales, de la Direction de la Métrologie du Contrôle et de la Répression des Fraudes. C'est au sein de ce Groupe de Travail que les projets de textes énumérés aux paragraphes 1.1.a, 1.2.b, et 1.2.c ont été élaborés.

2.2 Actions de formation et de sensibilisation

Des actions de sensibilisation et de formation sont menées par l'Office Ivoirien de la Propriété Industrielle avec l'appui de l'OMPI et de l'OAPI. Ces actions sont orientées en direction des opérateurs économiques, des administrations impliquées dans le processus de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC (Douane, Tribunal, Police) et du grand public. Elles ont pour objectifs de sensibiliser cette cible sur l'importance de la propriété intellectuelle dans l'économie nationale et les enjeux de l'Accord sur les ADPIC dans le système commercial mondial. Elles se sont déroulées pour certaines sous forme de séminaires avec l'appui de nos partenaires et pour d'autres sous forme de session de sensibilisation organisée par l'OIPI soit à Abidjan soit à l'intérieur du pays.

Nous pouvons mentionner au nombre de ces actions les manifestations ci-dessous:

- Séminaire sous-régional sur la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC du 6 au 8 avril 1999 à Yaoundé au Cameroun. Ce séminaire a vu la participation d'une délégation ivoirienne composée de fonctionnaires de haut rang issus des administrations impliquées dans la mise en œuvre de cet accord.
- Séminaire national relatif à la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC du 28 au 30 mars 2000 à Abidjan. Ce séminaire qui a connu une forte affluence, (plus de cent cinquante participants nationaux), a été organisé par l'OIPI en liaison avec l'OMPI et le secteur privé: Microsoft, UNIWAX et Bijouterie A. Constant. Des délégations de douaniers en service aux postes du pays ont participé à cette importante session de formation. Ils ont ainsi pu s'enrichir de l'expérience de leur homologue français en matière de lutte contre la contrefaçon.
- Symposium pour l'Afrique Francophone sur les normes internationales de protection et de sanction des droits de propriété intellectuelle à l'ère du numérique du 24-27 juillet 2000 à Dakar. Une délégation ivoirienne composée d'un fonctionnaire de l'Office, d'un fonctionnaire du Ministère de la Culture, du Procureur de la République près du Tribunal de Première Instance d'Abidjan et d'un Avocat, a pris part aux travaux de cette rencontre sous-régionale dont l'objectif était d'appeler l'attention des États sur les nouvelles normes en matière de protection et de sanction des droits de propriété intellectuelle. Cette rencontre a permis aux participants ivoiriens de bénéficier de l'expérience américaine en la matière.

A toutes ces actions il faut ajouter celles menées par l'Office Ivoirien de la Propriété Industrielle (OIPI) à l'intérieur du pays (Bouaké, San-Pédro, Daloa) et les actions de sensibilisation menées auprès des opérateurs économiques et des groupements professionnels.

2.3 Autres Actions

Un comité interministériel de lutte contre la contrefaçon a été mis en place pour une lutte accrue contre ce fléau. Il regroupe les différentes administrations impliquées dans la protection des droits de propriété intellectuelle et de la répression des atteintes à ces droits ainsi que le secteur privé. Ce comité est doté d'une cellule opérationnelle qui agit sur le terrain pour son compte. Cette cellule est composée des administrations chargées de la répression (Douanes, Police Économique, Direction de la Répression des Fraudes, Brigade de Recherche de la Gendarmerie). Elle peut être saisie en cas de contrefaçon par les opérateurs. Des équipes de relais de la Cellule Opérationnelle sont mis sur pied sur les postes frontières et les grands centres du pays (Noé, Ouangolo, Bondoukou, Agnibékrou, Bouaké, Daloa) pour plus d'efficacité dans la lutte.

Dans les jours à venir, il sera mis sur pied un second comité: le Comité National de lutte contre la piraterie des œuvres littéraires et artistiques.

Avec l'entrée en vigueur de l'Accord de Bangui révisé, notre pays prend une option très nette de finalisation du processus de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC.
